



Discours au nom des États Membres de l'Union Européenne

Par

Mme. Simona Pilleri

Conseiller

Délégation de l'Union Européenne auprès des Nations Unies

71ème Session de l'Assemblée Générale

Cinquième Commission

Point 137: Plan des Conférences

Nations Unies

New York

28 Octobre 2016

-- Tel que Livré --

Madame la Présidente,

J'ai l'honneur de prendre la parole au nom des États membres de l'Union européenne.

La Turquie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine*, le Monténégro*, la Serbie* et l'Albanie*, pays candidats, la Bosnie-Herzégovine, pays du processus de stabilisation et d'association et candidat potentiel, ainsi que l'Ukraine, la République de Moldavie, l'Arménie et la Géorgie se rallient à la présente déclaration.

Nous aimerions commencer par remercier Mme. Aba Ayebi-Arthur, Vice-Présidente du Comité des Conférences, Mme. Catherine Pollard, Sous-Secrétaire Générale au Département de l'Assemblée générale et de la gestion des conférences et M. Carlos Ruiz Massieu, Président du Comité Consultatif pour les Questions Administratives et Budgétaires pour l'introduction des rapports respectifs sur ce point de l'ordre du jour.

Tout d'abord, nous tenons à réaffirmer l'importance de la publication en temps utile des documents dans toutes les langues officielles des Nations Unies. La Commission devrait mettre l'accent avec force sur le respect des procédures et des résolutions, y compris la résolution de l'Assemblée générale 70/247.

Le respect des dates et de la limite de mots pour les rapports sont essentiels pour l'amélioration de la prévisibilité et de la ponctualité de livraison des documents. Des mesures innovantes, comme la répartition de la charge de travail dans le contexte de la gestion globale des documents, peuvent contribuer à accélérer la

* *L'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et l'Albanie continuent à participer au processus de stabilisation et d'association.*

traduction des documents urgents. Cela aura des effets positifs sur l'efficacité et l'efficacité du travail de notre Commission et sur l'utilisation des ressources des services de conférence.

En outre, les  tats membres de l'Union européenne sont fortement intéressés par la recherche d'une solution structurelle et pragmatique à la persistance des problèmes liés à l'ordre du jour de la deuxième partie de la reprise de session de la Cinquième Commission. Nous sommes extrêmement préoccupés par le temps très limité alloué à la Commission en mai. Au cours des dernières années, nous avons été constamment incapables de conclure nos délibérations dans les délais impartis. Les négociations après les heures de service et sans interprétation tout au long du mois de juin forcent le Secrétariat à mettre en place des contournements coûteux et lourds pour compléter les actions administratives nécessaires avant le début de la nouvelle période budgétaire. Nous devrions aussi être conscients de l'impact de l'incertitude persistante que nous créons pour le personnel des Nations Unies dont la subsistance dépend des décisions budgétaires.

En outre, nous estimons que l'organisation de la deuxième partie de la reprise de session de la Cinquième Commission accolée avec le Comité du Programme et de la Coordination n'est plus viable.   plusieurs reprises, notre non-respect de l'échéance officielle a donné lieu à des situations qui ne sont pas propices au bon fonctionnement de la Commission.

Au cours de la réunion du Comité des Conférences en septembre, les délégations ont eu une discussion ouverte, fructueuse et approfondie sur cette question. Il y avait un sentiment partagé fort parmi les délégués que quatre semaines constituent un délais trop court afin de pouvoir raisonnablement gérer l'imposante charge de travail de la Commission au cours de la deuxième reprise de session. Aussi

l'opinion selon laquelle la deuxième reprise de session devrait être étendue a été exprimée à la lumière des expériences passées dans l'utilisation des services de conférence afin de permettre à la Commission d'achever ses travaux et d'assurer ainsi la pleine participation de toutes les parties concernées.

Cela permettrait à la Cinquième Commission, une des grandes Commissions de l'Assemblée générale, de poursuivre ses délibérations avec les services de conférence appropriés et la présence et le soutien nécessaires et très appréciés du Secrétariat de la Commission. Étant donné que le CdC n'est pas parvenu à un accord sur cette proposition, nous aimerions aborder cette question avec l'ensemble des membres des Nations Unies afin d'optimiser le calendrier des réunions. Notre effort commun pourrait aboutir à un résultat utile pour nous tous.

Madame la Présidente,

Permettez-moi d'insister sur le fait que les États membres de l'Union européenne se sont engagés à collaborer avec tous les partenaires dans un esprit d'ouverture, de transparence, de pragmatisme et de coopération constructive et nous nous attendons à ce que cette fois toutes les options nécessaires seront mises en œuvre pour parvenir à une solution définitive à cette question.

Je vous remercie Madame la Présidente